Un ténébreux tournant de la guerre d'Algérie: Si Salah et la « paix des braves »

DES FELLAGHA A L'ÉLYSÉE !



Le « colonel » Si Salah, chef rebelle de la Willaya 4. Une nuit, il viendra offrir à de Gaulle la fin des combats en Algérie.

I. - La victoire sur un plateau

1° **Révélation d'une affaire de trahison.** — « Celui qui parlera de cette affaire n'en parlera pas deux fois. »

La phrase, lourde de menaces, a été dite, assure-t-on, par de Gaulle. Elle couvre du sceau de la Raison d'Etat un des plus ténébreux épisodes des machinations de la Ve : l'affaire Si Salah.

A-t-elle été un crime contre la nation, le seuil décisif de l'abandon délibéré de l'Algérie ou simplement une occasion manquée ? Ce n'est pas, en tout cas, dans les Archives nationales que les historiens trouveront les clefs du mystère. Toutes les négociations furent menées dans un secret absolu. Il n'existe aucun rapport officiel, seulement de rares confidences à partir desquelles s'établissent les certitudes et les hypothèses.

Mais, la vérité tout entière, on n'est pas près de la connaître. Les témoins algériens directs sont morts, les rares autres, encore réticents à parler. Toutes les tentatives des avocats pour évoquer au grand jour des prétoires les obscurités de l'affaire Si Salah aux procès des généraux putchistes, se heurtèrent à un mur de silence. Et peut-être les Français n'en auraient-il jamais entendu parler sans les révélations d'un journal assez courageux pour braver les foudres du pouvoir.

Le 28 janvier 1961, sous le titre « Nous résisterons à la trahison », l'hebdomadaire « L'Esprit Public », lançait une véritable bombe. En 35 lignes chargées de dynamite, le journal assurait que deux chefs rebelles, commandant deux importantes willayas, s'étaient rendus au printemps précédent à Paris, pour demander « l'aman ».

> Ils venaient demander la paix des braves qu'on leur avait promise. Ce jour-là aura été le plus surprenant de leur vie. Mais il y a plus surprenant encore : les rebelles ont été amenés à l'Elysée dans le bureau même du président de la République. Mais on leur refusa ce qu'ils demandaient. On leur expliqua que le G.P.R.A. enverrait ses représentants d'un jour à l'autre à Melun et que cela importait plus à la France. Bref qu'ils étaient des gêneurs...

Dans le climat incertain de l'époque, l'article aurait dû faire un bruit énorme. Le tirage de « L'Esprit Public » était, certes, limité (25 000 exemplaires), mais on le savait directement renseigné par des officiers, des parlementaires ou de hauts fonctionnaires violemment opposés à l'abandon de l'Algérie. L'un d'eux avait dû parler. Etait-ce le colonel Vaudrey ou le colonel Roman Desfosses, commandant des secteurs outre-Méditerranée, qui devaient être mutés en



Cassée par les opérations ordonnées par Challe, la rébellion algérienne était à genoux. Et pourtant...

métropole peu après ? Toujours est-il que la bombe fit long feu, la grande presse, la radio et naturellement la télévision n'ayant pas cru devoir faire écho aux révélations du téméraire confrère. A part des inexactitudes de détail, il avait dit vrai cependant. Et c'était d'une effrayante gravité.

2° **Les couteaux au vestiaire.** — Pour comprendre, il faut se reporter en arrière, dans les premiers mois de l'année 1960. Le général Challe commande encore les forces françaises en Algérie. L'homme qui a ordonné, au soir d'un tumultueux dimanche de janvier d'ouvrir le feu sur les manifestants déferlant sur le Forum à l'appel du cafetier Ortiz, ouvrant ainsi la dramatique semaine des barricades, n'est pas pour autant résigné à l'abdication pure et simple de la France.

Challe se situe à mi-chemin de son prédécesseur Salan, qui acceptera jusqu'au bout les conséquences de son serment du 13 Mai, et de son successeur le général Crépin — « Dudule » pour les intimes — qui se satisfera du parjure. C'est un officier de tradition républicaine, — on le dit franc-maçon — ami de Guy Mollet et hostile à ce qu'il croit déceler de tendances fascistes chez les activistes d'Alger. Mais il déteste ce qu'il appelle les « progressistes en chambre et les criailleries d'un Jules Roy (1). Ce qu'il veut, c'est placer le maître de l'Elysée non en face d'un coup de force, mais d'une victoire militaire. « Nous la lui apporterons sur un plateau d'argent », dira-t-il. Il ne sait pas encore que cette certitude le conduira, l'année suivante, à franchir le Rubicon, mais pour trois jours seulement.

(1) *Général Challe : « Notre Révolte ». Presses de la Cité.*

Or, cette victoire après de longs atermoiements apparaît désormais possible. Après le succès des opérations « Etincelles », « Courroie » et « Jumelle », la situation sur le terrain n'a jamais été aussi favorable. Minée par les épurations successives, matraquée par nos commandos de chasse, l'A.L.N. (2) est à genoux. Partout, les observateurs voient « des combats qui se traînent » et « une lutte sans issue ».

> « Seuls les Aurès-Nementcha et une faible partie de la willaya II avaient encore une structure valable. Le reste de l'organisation rebelle était tronçonné, disloqué. Les transmissions ne se faisaient plus que par estafettes, car nous avions pris tous les postes de radio. Les bandes étaient réduites à quinze hommes et moins... Pour ne pas se signaler, les fellagha ne tiraient plus au fusil mitrailleur quand ils leur en restait. » (3).

Fait plus grave : pour la première fois apparaissent les signes d'une cassure entre les fellagha de l'**intérieur** et ceux de l'**extérieur.** Officiers et djounouds se sentent abandonnés par les beaux parleurs de Tunis. Ils en viennent à

(2) *« L'Armée de Libération Nationale » était composée de « 5 willayas », correspondant moins à des divisions ou à des régiments, qu'à des secteurs géographiques. La willaya 1, célèbre par ses atrocités, couvrait le secteur des Aurès ; la willaya 2, celle du Nord-Constantinois ; la willaya 3, la Kabylie ; la willaya 4, la région d'Alger et d'Orléansville ; la willaya 5, l'Oranie.*

(3) *Général Challe, Op. cit.*

penser que ceux-ci poursuivent un combat inutile pour des ambitions personnelles.

C'est alors que se situe un fait capital : les responsables de la willaya IV se réunissent au P.C. de Si Salah, leur chef, quelque part dans la vallée de la Chiffa, ce ravin abrupt, excursion favorite des Algérois qui venaient le dimanche avant les événements donner du pain aux colonies de singes peuplant les arbres. Les hors-la-loi dressent un bilan exact et sévère de la lassitude de leurs hommes. Quelques semaines plus tôt, pour stopper le défaitisme, ils avaient dû procéder à une épuration rigoureuse : 429 cadres avaient été égorgés pour refus d'obéissance. Une opération du même ordre s'avère indispensable mais impossible. Les égorgés ne pourraient pas être remplacés : le recrutement est tombé à zéro.

Décision est donc prise de laisser les couteaux au vestiaire et d'accepter cette « paix des braves » proposée par le « grand képi de Paris ». Un premier contact est pris par l'intermédiaire d'un civil musulman habitant la région de Médéa. Si Salah le charge d'informer le préfet, M. Cayssal et le procureur général d'Alger, M. Schmelck, qu'il est prêt à discuter des conditions d'un cessez-le-feu mais seulement avec les autorités civiles. Pourquoi cette condition ? Si Salah pense que les militaires, voyant arriver le dernier quart d'heure, exigeront une capitulation sans condition. Avec les civils, au contraire, on pourra parler. M. Schmelck est un ami du garde des Sceaux Michelet, dont l'indulgence pour le F.L.N. est notoire. Quant au préfet Cayssal, il est l'homme d'une des plus agissantes éminences grises de l'Elysée, le libéral Bernard Tricot.

Socialiste de formation, poulain de l'équipe Brouillet (4), énigmatique et déterminé, Tricot appartient à ce que les Algérois nomment « l'abominable entourage ». Ils n'ont pas tort : ce haut fonctionnaire est secrètement favorable à la cause de l'indépendance, après avoir longtemps caressé la chimère d'une troisième force avec la bourgeoisie musulmane. Ce qui lui a valu le surnom de « Tricostérile » de la part du « Canard Enchaîné ».

C'est cet homme qui va désormais tenir entre ses mains les fils compliqués de l'affaire. Un membre du cabinet de Debré la suivra pour le compte du Premier ministre. Quant à l'armée, dont le concours est malgré tout indispensable, elle sera représentée par un officier de l'état-major du commandant en chef, le colonel Jacquin, spécialiste du contre-espionnage. Mais elle est désormais court-circuitée. Ce n'est pas elle qui pourra apporter à Paris SA victoire et obtenir, en échange, que les serments soient tenus.

« On ne me mit au courant que lorsqu'il n'y eut plus moyen de faire autrement, puisqu'il fallait tout de même discuter des conditions militaires », se plaindra Challe.

Au reste, la décision de le relever de son commandement est prise. Le 23 avril 1960, Debré tombe du ciel. Il se précipite chez le commandant en chef.

— Je viens vous remettre la Grand-Croix de la Légion d'honneur et la Croix de la Valeur militaire. Vous partez dans deux jours.

Challe s'insurge :

— Je refuse vos décorations. Je ne suis pas une descente de lit.

— Vous les recevrez par ordre, glapit Debré.

(4) *René Brouillet. Ancien directeur du fameux « cabinet noir » de l'Elysée après avoir été le bras droit de Bidault pendant la Résistance. Aujourd'hui, ambassadeur de France près le Saint-Siège.*

Cette comédie grotesque n'eut heureusement pas lieu, un orage ayant fait annuler la cérémonie. Muté au commandement du Centre-Europe, à l'état-major de l'OTAN à Fontainebleau, Challe s'en va après avoir rédigé un dernier ordre du jour où il annonce la paix prochaine. Cet optimisme, apparemment excessif, surprit tout le monde. Il avait sa raison cachée : les premières négociations avec les rebelles à bout de souffle venaient de s'engager.

*
* *

3° **« On va essayer ».** — Quelques semaines plus tôt, Edmond Michelet a vu, un beau matin, surgir un musulman dans son bureau de la place Vendôme. La visite n'a pas autrement surpris le garde des Sceaux : elle lui avait été annoncée par son antenne d'Alger, le procureur général Schmelck.

L'homme dont le nom sera tenu secret exhibe un ordre de mission en bonne et due forme. Il porte le cachet de l'A.L.N., Willaya IV et fait état du « désir des représentants officiels des maquis d'étudier les moyens de réaliser l'entente entre ceux qui, dans chaque camp, se battent véritablement pour l'émancipation de l'Algérie ».

Au cours de la conversation, une première condition apparaît : l'émissaire déclare que ceux qui l'envoient veulent voir de Gaulle. Michelet y consent et, rayonnant d'espoir, se précipite à l'Elysée. Justement, Debré est là. Le chef de l'Etat et son Premier ministre ont donc été informés également de l'affaire Si Salah. Debré juge l'offre positive. Impénétrable, de Gaulle se borne à dire : « On va essayer ».

« En réalité, on peut penser que pour lui comme pour Tricot, « la route était tracée ». Toute solution impliquant le maintien de notre souveraineté sur les départements d'Algérie devait être écartée. Une seule chose comptait : montrer que toute autre solution que l'indépendance était inapplicable. L'offre des chefs de la W. 4 portait un coup mortel à cette entreprise. De Gaulle feignit donc d'accepter pour ensuite saborder définitivement la tentative. » (5).

Celle-ci est pourtant rondement menée. Une semaine après la visite chez Michelet, Tricot et le colonel Mathon s'envolent pour l'Algérie. La première rencontre secrète avec les fellagha se déroule dans la région de Médéa. Y participent, les adjoints de Si Salah : Si Lakdar, qui parle couramment le français, Halim et Abdellatif. Le chef se joindra à eux plus tard. C'est le colonel Jacquin qui a amené les plénipotentiaires au rendez-vous à bord d'une camionnette bâchée. Toujours par crainte des fuites, le colonel Mathon rédige lui-même au stylo à bille le compte rendu des entretiens.

Il y en aura plusieurs à partir du 28 avril, répartis sur deux mois. Si Salah, peu soucieux de passer pour un traître, avait demandé du temps pour rallier à ses idées les chefs des willayas voisines.

L'armée lui fournit des facilités de communication. Il sera notamment transporté en automitrailleuse et dînera même incognito dans le mess du général de Camas à Tizi-Ouzou. Celui-ci est le seul à connaître l'identité du voyageur qui prend son repas avec ses gardes du corps dans une salle à manger particulière. En échange, Si Salah donnera des ordres pour interdire à ses troupes de tirer... (6).

(5) *Analyse enregistrée sur bande magnétique et faite le 28 décembre 1961 par un collaborateur du colonel Jacquin.*
(6) *Claude Paillat : « Dossiers secrets de l'Algérie ». Presse de la Cité.*

Un soir de la fin mai, un message chiffré parti pour Paris. Les contacts s'avérant positifs, Bernard Tricot réclamait le feu vert pour le second acte : l'entrevue avec de Gaulle. Il arriva par retour.

II. - Les visiteurs du soir

1° **« Appelez-le : mon Général ».** — 9 juin 1960 à Alger. A l'extremité d'une piste de l'aérodrome de Maison-Blanche, un « S.O. Bretagne » s'apprête à décoller. L'appareil appartient au G.L.A.M. (Groupe de liaisons ministérielles) et son équipage sait qu'il est en mission spéciale. Les mystérieux passagers qu'on doit amener en France ont débarqué quelques minutes plus tôt, venant des djebels, de trois hélicoptères « Alouette ». Leurs identités ont été tenues secrètes.

Les voyageurs musulmans, surtout, intriguent les pilotes. Ils roulent des yeux étonnés. Et pour cause. A l'exception de Si Salah, c'est leur baptême de l'air.

Une surprise d'un autre genre pour les Français qui les accompagnent : le troisième homme est un nouveau venu. C'est Si Mohammed, le responsable militaire de la Willaya IV. Personnage énigmatique, il a la réputation d'un révolutionnaire farouche, sans pitié pour les défaitistes. Et il le prouvera plus tard dans la suite de l'histoire.

Pendant toute la traversée, Mohammed gardera un air renfrogné. Les deux autres feront honneur au repas froid qu'on leur a préparé : viande, fromage, fruits et café. Lakdar, qui découvre le camembert, se croira même obligé de le manger en entier par politesse.

A 23 h 30, le S.O. Bretagne atterrit à Villacoublay. De là, les fellagha sont conduits jusqu'à un pavillon de chasse, propriété des Domaines, au cœur de la forêt de Rambouillet. Ils y passeront 24 heures, avec leurs interlocuteurs français. Les repas, pris en commun, sont préparés par la femme du garde. A l'exception de Mohammed, toujours silencieux, les autres font preuve d'une grande franchise. Ils répètent qu'ils sont « prêts à coopérer avec la France » et s'inquiètent de la rencontre qui se prépare.

— Comment devrons-nous nous tenir ? Faut-il dire « Monsieur le Président » ou bien « Mon général » ?

— Mon général, conseillent les Français qui ont fini par prendre en sympathie leurs adversaires d'hier.

2° **« Vous avez voulu me voir ».** — A la tombée de la nuit, le 10 juin, deux 403 noires quittent la forêt de Rambouillet et prennent à toute allure la route de Paris. Par mesure de discrétion, Bernard Tricot conduit lui-même la première. Le général Nicot, chef du cabinet militaire du Premier ministre, est au volant de la seconde. A la sortie de l'autoroute de l'Ouest, les deux véhicules ralentissent. Si Salah ne connaît pas la capitale des « francaouis » et à la vue du Bois de Boulogne, de la perspective de l'Etoile, des lumières et du flot de la circulation, intense par ce soir de printemps, il écarquille des yeux comme un touriste ravi. En apercevant l'Arc de Triomphe, il s'exclame : « Ce sont les Invalides ? ». Un autre des fellagha est fasciné par les signaux et demande si les autos passent au vert ou au rouge.

Les deux voitures s'immobilisèrent rue de l'Elysée devant une des petites entrées de la Présidence de la République. Les visiteurs du soir sont attendus ; la porte est déjà entrebâillée et le colonel Jacquin est là. Par une succession de corridors déserts et d'escaliers, il guide la petite délégation jusqu'à l'antichambre des aides de camps, vide de toute présence. Il est 22 h 30. En file indienne, les maquisards des djebels, précédés par leur cornac, pénètrent dans le bureau du chef de l'Etat

L'entrevue va durer quarante minutes. Ce qui s'est dit, cette nuit-là, entre les murs lambrissés, ce n'est pas Bernard Tricot qui l'a rapporté. Mais les négociateurs de l'A.L.N. ne se sont pas privés de parler. Si Salah était fort bavard, et c'est sans doute ce qui a contribué a sa perte. Des indiscrétions ont également filtré dans l'entourage de Debré. Elles ont permis de reconstituer le « film-robot » de cette rencontre auréolée des mystères des plus terribles secrets d'Etat. L'un de ses organisateurs avouera plus tard sa peur rétrospective. Et si les fellagha étaient venus armés ? S'ils avaient feint d'accepter ces contacts pour approcher de Gaulle et le tuer ?

A leur entrée, les Algériens font le salut militaire. Ils ne portent pourtant pas de coiffure. De Gaulle, en civil, s'est levé pour les accueillir, mais il reste debout derrière son bureau tandis que le colonel Jacquin présente la délégation :

— Si Salah...

— Si Mohammed...

Si Ladkar reste muet, au garde-à-vous. Incroyable minute ! De Gaulle a en face de lui trois des plus importants chefs de cette guerre sans visage qui, depuis six ans, ensanglante les départements français d'Algérie. Trois de ces « combattants de l'intérieur », qui, pendant des mois, ont fait régner la terreur du sud de la grande Kabylie à l'Oranais, dans la vallée du Chélif, une bonne partie de l'Ouarsenis, et toute la plaine de la Mitidja — tout le territoire de la fameuse willaya 4...



D'emblée, le général de Gaulle se montre d'une affabilité mesurée :

— Vous avez voulu me voir, et j'ai accepté de vous rencontrer. Je vous écoute...

Outre-Méditerrané, le « colonel » Salah, ancien du 1[er] Tirailleur Algérien à Cherchell, s'était toujours montré habile aux chicayas. Au demeurant très libre dans ses propos (ce qui lui avait déjà valu quelques ennuis), d'un courage sans limites, il était beaucoup plus instruit que la plupart de ses camarades ; une stature imposante (1 m 90) achevait de faire de lui un chef incontesté. Prenant la parole le premier, il choisit d'aller droit au but :

— Mon général, je ne viens pas vous offrir mon ralliement, ni celui de mes hommes. Je ne suis pas un chef de bande, mais un combattant, et je viens vous demander la paix des braves que vous avez offerte à tous les combattants. Ce que nous souhaitons, mes camarades et moi, c'est l'arrêt des combats dans l'honneur.

De Gaulle ne pouvait manquer de réagir à ce mot :

— Je vous félicite de votre courage et je vous remercie de votre franchise. Depuis deux mois, j'ai été tenu au courant des conversations que vous avez eues avec les représentants de la France en Algérie. Je prends acte de votre proposition, mais je dois vous rappeler que la politique de la France a été fixée le 16 septembre de l'année dernière. J'ai offert l'autodétermination aux Algé-



Debré était au courant. Un soir, il débarque à Alger pour dire à Challe : « Vous partez, mais je vous décore. »

riens, A TOUS LES ALGERIENS. Je demeure plus que jamais persuadé qu'il leur revient tout naturellement de choisir leur propre destin.

— Ce destin, réplique le chef de la willaya 4, n'appartient qu'aux seuls Algériens, vous avez raison, mon général. Mais, pour nous, combattants de l'intérieur, le G.P.R.A. n'a plus aucune qualité pour parler au nom des Algériens.

Et les trois hommes se répandent alors en violents reproches contre les chefs émigrés, qui, disent-ils, mènent la belle vie dans un grand hôtel de Tunis, le « Majestic » leur tenant lieu de Grand Quartier Général. De Gaulle les coupe d'un geste :

— Pourtant, aux yeux de la France, l'organisme qui se dit « Gouvernement provisoire de l'Algérie », est jusqu'à nouvel ordre, le seul habilité à parler au nom de l'ensemble de la rébellion. Vous-mêmes ne représentez qu'une seule willaya.

— Nous avons des contacts étroits avec les responsables d'autres willayas !

D'après Si Salah, la Kabylie (qui subissait, depuis juillet 1959, l'opération « Jumelles »), et l'Oranais étaient également las de la guerre et leurs chefs étaient prêts à déposer les armes. Il ajoute :

— Nous entraînerons avec nous aux moins dix mille hommes. (Ce qui dépassait largement les effectifs de la willaya 4.)

« Nous acceptons l'autodétermination, poursuit Si Salah, et nous sommes prêts à discuter sans délai du protocole d'accord sur la fin des hostilités. »

Les grandes lignes de ce protocole avaient d'ailleurs été définies au cours des conversations précédentes en Algérie : les rebelles déposeraient leurs armes dans les sous-préfectures — où des militaires français tiendraient le « vestiaire » — et elles seraient ensuite rassemblées dans les camps. La possibilité de poursuite contre certains grands criminels avait été évoquée, et il était prévu que, conformément au schéma tracé par de Gaulle, un référendum sur l'autodétermination serait organisé.

Ce point semble chiffonner Si Salah et ses compagnons. Ils voudraient percer plus profondément la pensée de De Gaulle.

— Je vous répète, reprend ce dernier, l'Algérie doit se faire AVEC LE CONCOURS DE TOUS. Je ne peux pour l'instant que prendre acte de vos propositions. Je dois également vous annoncer que j'ai l'intention de lancer sous peu un nouvel appel solennel au cessez-le-feu, et je m'adresserai à nouveau à tous les Algériens, qu'ils combattent à l'intérieur OU A L'EXTERIEUR.

A ces mots, le visage de Si Salah se fait plus sombre. Il regarde Mohammed et Lakdar en hochant la tête. Peut-être vient-il de comprendre qu'un piège s'est refermé sur lui.

L'entretien touche à sa fin. L'un des Algériens demande encore que le Général autorise la délégation à voir Ben

Bella dans sa prison. De Gaulle refuse. Selon Raymond Tournoux (7), de Gaulle, avant que ses visiteurs se retirent aurait dit textuellement :

— Je ne sais si nous nous reverrons. Je l'espère. J'espère ausi que je pourrai alors vous serrer la main. Vous comprendrez que je ne puis le faire aujourd'hui car nous restons pour l'instant des adversaires. Mais si je ne vous serre pas la main, messieurs, je vous salue.

3° **« Etes-vous contents ? ».** — Des sentiments mêlés habitent les acteurs de cette incroyable conférence nocturne lorsqu'ils se retrouvent dans un salon voisin du bureau présidentiel, refermé sur son mystère. « Etes-vous contents » ? s'inquiète le général Nicot en devinant le trouble où sont plongés les trois chefs fellagha. A vrai dire, ils n'en savent rien. Ils ont été frappés par l'accueil à la fois hautain et cordial du chef de l'Etat, mais la perspective d'un appel aux gens de Tunis les déconcerte visiblement. On décide de la conduite à tenir : si la réponse est « oui », on « oubliera » l'entrevue secrète. Dans le cas contraire, les contacts reprendront. Avant de regagner Rambouillet, l'un des visiteurs du soir aura ce mot qui traduit bien son inquiétude : « N'avons-nous pas fait une bêtise ? » Il n'allait pas tarder à le savoir.

III. - Trahison, trahison !

1° **Le discours de la marine à voile.** — A peine les plénipotentiaires du maquis ont-ils regagné l'Algérie à bord du même « S.O. Bretagne », que de Gaulle, le 14 juin au soir, parle à la télévision. Son allocution est truffée d'images saisissantes où le général d'un ton badin, oppose les réalités de la politique aux « nostalgies de ce qui était l'Empire, la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages ». Puis il en vient au fait :

— Je me tourne, dit-il, une fois de plus vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons ici pour trouver une fin honorable aux combats...

Chez les activistes d'Algérie, c'est une explosion de fureur. Dans l'armée, c'est la consternation. Les militaires attendaient des réactions en chaîne de la tentative de Si Salah. Ils ont désormais la certitude qu'on veut leur voler la victoire.

Faut-il croire que de Gaulle a commis, en prenant les devants, une maladresse involontaire ? C'est peu vraisemblable, quand on connait ses froids calculs. A-t-il pensé au contraire que l'occasion était tentante de pousser « tout le monde dans la nasse » ? Ce n'est pas exclu, il avait prophétisé que les rebelles viendraient un jour « à genoux ». Ou bien a-t-il voulu, montrant une fois de plus son mépris de l'adversaire, désavouer ses interlocuteurs d'une nuit et les rejeter dans le clan des traîtres et des factieux ? Une certitude : en consacrant les chefs de l'extérieur comme les seuls interlocuteurs valables dans la préparation d'un cessez-le-feu, de Gaulle ruinait délibérément les espoirs d'une « paix des braves » et préparait une fin inéluctable et tragique au projet Si Salah. Le dernier chapitre allait s'écrire dans le sang.

2° **« Prenez-le vivant ».** —Dans les djebels, le chef de la willaya 4 a reçu comme un coup de poignard dans le dos l'annonce que Ferhat Abbas et le G.P.R.A. acceptaient de rencontrer de Gaulle. La rapidité de la réponse lui montre l'étendue du désastre : Tunis n'ignore donc plus rien de ses tractations avec l'Elysée. Le téléphone arabe a dû fonctionner. Si Salah est un homme perdu.

Mais, engagé comme il l'est, il lui est impossible de faire volte-face. Au moment où s'ouvre la Conférence de Melun, il reprend son bâton de pèlerin et part pour la Kabylie en compagnie d'Halim. Il espère encore rallier ses frères à ses vues et leur chef, l'indécis Ould Mohand, dont il connaît le découragement.

En son absence il a confié le commandement à Mohammed. Fatale erreur. Pour se dédouaner, le « boucher de l'Ouarsenis » change brutalement de camp et inaugure aussitôt une série de purges sanglantes après s'être rasé la tête en signe de remords. Puis il se met aux ordres du G.P.R.A. en lui présentant sa version de l'affaire du 10 juin. En récompense, il est nommé chef de la willaya 4, avec mission de prendre Salah vivant et de l'envoyer à Tunis, où son sort serait décidé. Mohammed commence par faire discrètement fusiller Lakdar, puis il écrit à Salah :

— Les Français nous ont tendu un piège. Cesse toute négociation avec Mohand et rentre immédiatement.

En attendant, il liquide encore une bonne vingtaine de responsables de la willaya qui en savaient trop, dont Abdellatif et Hassan.

Responsable du 2e bureau, le colonel Jacquin était payé pour être bien renseigné. Apprenant la trahison de Mohammed, il tentera pendant plusieurs jours de joindre Salah en Kabylie. Il n'y parviendra pas. Rassuré par le soutien de Mohand, Salah regagna sans méfiance son secteur où Mohammed s'empara de lui et l'expédia sous bonne escorte en Tunisie.

Salah n'y arrivera jamais : en cours de route, il est tué le 20 juillet 1961 dans des conditions confuses au cours d'un engagement entre les fellagha et un détachement d'Alpins.

3° **Le dernier témoin.** — Mohammed ne profitera pas non plus de sa trahison. Dix-sept jours après, un renseignement permet de le « loger » dans une maison des faubourgs de Blida. L'opération n'est pas confiée aux unités locales, mais à un commando spécial de la 11e demi-brigade parachutiste de choc, mise à la disposition des services spéciaux. Les paras découvrent le renégat caché dans une armoire. Il est immédiatement abattu.

Deux jours plus tard, les auteurs du coup de main reçurent un télégramme de félicitations. Il était signé Michel Debré, Premier ministre, de qui dépendaient justement les services spéciaux.

Ainsi s'acheva sur le silence des tombes la mystérieuse affaire Si Salah. Des trois visiteurs nocturnes de l'Elysée, aucun ne parlerait jamais. Mais, parmi les très rares personnes qui avaient été mises dans la confidence du côté français, certaines commencèrent à se poser des questions sur l'ambiguïté des pensées élyséennes.

L'une d'elles était le général Challe, futur chef du putsch qui a écrit à propos de l'affaire algérienne :

— On allait assister à cette chose inouïe : un gouvernement dont l'armée était victorieuse allait faire cadeau de cette victoire à son adversaire. Cela ne s'était pas produit en France depuis la rétrocession gratuite par Louis IX à l'Angleterre de l'Aunis, du Poitou et de la Saintonge...

Bernard GEORGE

(7) « *L'Histoire secrète* », Plon, édit.